



**PRÉFET  
DU MORBIHAN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Bretagne**

Unité départementale du Morbihan  
34, rue Jules Legrand  
56100 Lorient

Lorient, le 28/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SARP OUEST**

6 rue Nathalie Sarraute  
44200 Nantes

Références : GP/FD/E/2024  
Code AIOT : 0005515612

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/09/2024 dans l'établissement SARP OUEST implanté ZI du Prat - Rue Stanislas Dupuy de Lôme - 56000 Vannes. L'inspection a été annoncée le 28/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARP OUEST
- ZI du Prat - Rue Stanislas Dupuy de Lôme - 56000 Vannes
- Code AIOT : 0005515612
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SANI Ouest est autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation du 24 octobre 2007 à exploiter, Zone industrielle du Prat - Rue Dupuy de Lome à VANNES (56000), un centre de transit et de regroupement de déchets dangereux. Par un récépissé de déclaration de succession du 28 août 2024, la société SARP Ouest a repris cette activité.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 24/10/2007, article 4.2.3	Demande d'action corrective	1 mois
4	Eaux de lavage des véhicules	Arrêté Préfectoral du 24/10/2007, article 4.3.3.3	Demande d'action corrective	1 mois
6	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 24/10/2007, article 7.6.3	Demande d'action corrective	1 mois
7	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 24/10/2007, article 7.6.6	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 24/10/2007, article 4.2.2	Sans objet
3	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 24/10/2007, article 4.2.5	Sans objet
5	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 24/10/2007, article 7.3.4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a pu vérifier le respect des prescriptions contrôlées. Des demandes ont toutefois été formulées.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Plan des réseaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/10/2007, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, ainsi que des services d'incendie et de secours.

<p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li> <li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs, ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...),</li> <li>• les secteurs collectés et les réseaux associés,</li> <li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),</li> <li>• les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un plan d'ensemble présente tous les réseaux, les séparateurs et les 4 vannes de sectionnement. Aucune modification n'a été apportée sur le site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Entretien et surveillance**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/10/2007, article 4.2.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien et surveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches, et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure, par des contrôles appropriés et préventifs, de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées, conformément aux règles en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les réseaux ont été contrôlés par caméra le 6 juillet 2022. Selon l'exploitant, les réseaux sont en bon état et étanches.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection le rapport de contrôle caméra des réseaux.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

### N° 3 : Isolement avec les milieux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/10/2007, article 4.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, isolement avec les milieux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés, et actionnables en toute circonstance, localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
<b>Constats :</b>  Le réseau est isolé par la présence de 4 vannes de sectionnement. Ces vannes sont affichées sur le plan à l'entrée du site. Le bon fonctionnement de ces vannes est vérifié tous les ans. Un exercice a été réalisé le 19 juin 2024 pour vérifier le respect des consignes d'isolement en cas de pollution accidentelle. La consigne a été présentée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Eaux de lavage des véhicules

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/10/2007, article 4.3.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux de lavage des véhicules
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les opérations de lavage des véhicules sont réalisées sur une aire étanche isolée hydrauliquement des autres aires extérieures. Les eaux de lavage sont traitées au niveau d'un séparateur à hydrocarbures puis sont rejetées dans le réseau d'assainissement collectif de la zone pour traitement à la station d'épuration de la zone. Le débourbeur-séparateur d'hydrocarbures doit être nettoyé par une personne habilitée, aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas, au moins une fois par an. L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur le débourbeur-séparateur d'hydrocarbures dans un carnet de suivi qui mentionne notamment les opérations de vérification et intervention, vidange, nettoyage (dates, nature des opérations, identification des intervenants...). Les parties intérieures des véhicules seront nettoyées par l'utilisation de cuves d'eau internes aux véhicules. Les eaux de lavage sont éliminées comme des déchets (elles ne sont pas rejetées dans le réseau d'assainissement collectif) et sont déposées dans les fosses de stockage dédiées.
<b>Constats :</b>  Le lavage des véhicules est réalisé sur une dalle avec un point bas. La canalisation d'évacuation des eaux est équipée d'une vanne de sectionnement avant et après le débourbeur-séparateur d'hydrocarbures puis rejeté dans le réseau collectif. Le débourbeur-séparateur d'hydrocarbures est nettoyé, par une personne habilitée, 4 fois par an. La dernière intervention date du 30/08/2024 (ordre d'intervention présenté et fiche Trackdechets pour les volumes pompés). Les parties intérieures des véhicules seront nettoyées par l'utilisation de cuves d'eau internes aux véhicules. Les eaux de lavage sont déposées dans les fosses de stockage dédiées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit préciser la destination des eaux de lavage après passage dans le débourbeur-séparateur d'hydrocarbures.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 1 mois**N° 5 : Protection contre la foudre****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/10/2007, article 7.3.4**Thème(s) :** Risques accidentels, Protection contre la foudre**Prescription contrôlée :**

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes, ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993. Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française C 17-100, ou à toute norme en vigueur dans un État membre de l'Union Européenne, ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié tous les cinq ans. Une vérification est réalisée après travaux ou après impact de foudre dommageable, comme le prévoit l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé. Après chacune des vérifications, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de conformité signée par lui et accompagnée de l'enregistrement trimestriel du nombre d'impact issu du dispositif de comptage cité plus haut, ainsi que de l'indication des dommages éventuels subis.

**Constats :**

L'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 est abrogé et remplacé par l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

La dernière étude foudre présentée a été réalisée par l'APAVE le 4 janvier 2023. Cette étude comportait des observations que l'exploitant a terminées de corriger le 29 juillet 2024.

Pas d'impact foudre depuis son installation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Ressources en eau et mousse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/10/2007, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"><li>• 1 poteau d'incendie normalisé implanté à une distance maximale de 200 mètres de l'établissement. L'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente,</li><li>• des extincteurs, en nombre et en qualité, adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et, notamment, à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets.</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'établissement dispose d'un poteau incendie situé à 133 m. Vannes Agglomération a été contacté pour avoir le débit et la pression. L'exploitant n'a pas précisé cette pression et le débit. 6 extincteurs sont en place sur le site et un extincteur dans chaque camion. Ils sont adaptés aux risques.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit préciser la pression et le débit du poteau incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 7 : Bassin de confinement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/10/2007, article 7.6.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bassin de confinement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Afin de pouvoir recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (capacité minimum de 120 m <sup>3</sup> ), des vannes sont mises en place au niveau du réseau de collecte des eaux usées et des eaux pluviales (une vanne en amont et une vanne en aval de chacun des débourbeurs-séparateurs à hydrocarbures internes). Les vannes doivent pouvoir être actionnées en toute circonstance. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. Les conditions d'élimination des éventuels effluents recueillis respectent les dispositions du présent arrêté.

**Constats :**

4 vannes sont en place. Elles peuvent être actionnées en toutes circonstances. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par une consigne qui a été présentée. L'exploitant n'a pas pu préciser le volume de confinement en place. Il a consulté un bureau d'étude pour s'assurer du volume pouvant être confiné. Cette étude est prévue au budget 2024 et les travaux sont prévus en 2025.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit fournir l'étude précisant le volume de confinement nécessaire selon les règles applicables, dès qu'elle sera réalisée, et définir un échéancier de réalisation des travaux.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 1 mois